

**PROJET DE DÉLIBÉRATION 2022 07 –  
Indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs d'avances**

Séance du Comité syndical du 31 mars 2022 – à distance

**EXPOSÉ DES MOTIFS**

Par délibération 2021 31 du 13 décembre 2021, le Comité a autorisé le Président du Syndicat à créer, modifier ou supprimer une régie d'avance.

La mise en place d'une régie implique la nomination d'un régisseur titulaire et de son suppléant. Peut être nommé régisseur, tout agent de la fonction publique territoriale, titulaire ou contractuel, mais également toute personne physique extérieure à l'autorité territoriale. Le suppléant doit quant à lui, être désigné de façon aussi précise que le régisseur titulaire, il remplacera ce dernier en cas d'absences pour maladie, congés ou tout empêchement occasionnel. L'avis conforme du comptable à cette nomination est obligatoire.

Il est proposé que la charge de la régie soit confiée au personnel administratif. Par ailleurs, la qualité de régisseur induisant une responsabilité liée à l'exercice de la fonction, elle suppose l'allocation d'une indemnité de responsabilité.

Le montant de l'indemnité de responsabilité varie selon l'importance des fonds maniés autorisés : Ainsi, jusqu'à 1 220 euros, le montant de l'indemnité de responsabilité annuelle est fixé à 110 euros.

Le Président

**PROJET DE DÉLIBÉRATION 2022 07 –  
Indemnité de responsabilité allouée aux régisseurs d'avances**

Séance du Comité syndical du 31 mars 2022 – à distance

Vu les articles R. 1617-1 à R. 1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs à la création des régies de recettes, des régies d'avances et des régies de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

Vu l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu la délibération 2021 31 du 13 décembre 2021, autorisant le Président du Syndicat à créer, modifier ou supprimer une régie d'avance ;

**Le Comité syndical, après en avoir délibéré,**

**AUTORISE** le Président à verser aux agents concernés une indemnité de responsabilité de 110 euros annuelle.

Le Président,

Sylvain Raifaud